



08-11-2012

30 milliards de nouveaux cadeaux au capital payés par le peuple

Le gouvernement n'a pas perdu de temps, le capital veut aller vite. Dès lundi, jour de remise du rapport Gallois, Hollande, du Laos où il participe à la réunion du sommet Europe Asie a déclaré : « pour améliorer la compétitivité des entreprises, des décisions fortes seront prises par le gouvernement ».

Des décisions fortes, en effet : **30 milliards de cadeaux supplémentaires au capital pour accroître ses profits, payés par le peuple qui subira une nouvelle régression sociale.**

« Une réduction d'impôts pour investir et créer des emplois » affirme Ayrault.

Faux, précise le journal financier « Les Echos » : « les réductions d'impôts ne sont pas conditionnées, les entreprises pourront utiliser cette manne comme elles l'entendent. Investir mais aussi restaurer leurs marges, augmenter les salaires ou les dividendes aux actionnaires ». On peut leur faire confiance, par exemple, en 2012 les entreprises du CAC 40 vont verser plus de 38 milliards à leurs actionnaires et les salaires sont bloqués, ils régressent. En 30 ans, dans les entreprises non financières (industrielles et de services) la masse salariale a été multipliée par 3,6 alors que dans le même temps les dividendes versés aux actionnaires ont été multipliés par 20 ! Le creusement des inégalités s'accroît et deviennent insupportables.

Ces 30 milliards s'ajoutent aux 200 milliards annuels déjà octroyés aux entreprises : réductions de cotisations, d'impôts, suppression de la taxe professionnelle.

Avec ces nouvelles mesures du gouvernement, le peuple va passer deux fois à la caisse :

*par l'augmentation de la TVA. Dans les recettes du budget de l'Etat 2012 (270 milliards au total), la TVA représente déjà 136,7 milliards soit plus de 50%.

*par la réduction de 10 milliards supplémentaires de dépenses publiques qui va encore dégrader les hôpitaux, l'Éducation, les collectivités.

Pas étonnant que le patronat s'estime globalement satisfait. « Nous avons été entendus » s'est félicitée L. Parisot.

Et ce n'est qu'un début. Ayrault, sur la base d'un rapport commandé au Haut conseil de la protection sociale qui comprend les « partenaires sociaux », patronat et syndicats, prépare une réforme du financement de la protection sociale, Sécurité Sociale et retraites.

Les collectivités locales elles, verront leur dotation réduite d'année en année, de 750 millions en 2014 et de 1,5 milliards en 2015. Ce sont les populations qui en subiront les répercussions.

Le 15 novembre sera rendu public le rapport des organisations syndicales et du MEDEF sur les mesures à prendre pour la « compétitivité » des entreprises, qui ne présagent rien de bon pour les salariés.

L. Gallois dans son rapport, pour justifier les milliards de cadeaux aux entreprises, dresse un réquisitoire, approuvé par Ayrault du recul industriel de notre pays. Il en accuse, « le manque de compétitivité dû au coût du travail trop élevé ».

En 30 ans l'industrie française a perdu 2.100.000 emplois, son poids dans la richesse nationale est passé de 25 à 13,5%, des industries entières ont pratiquement disparues, des entreprises aujourd'hui continuent de fermer.

La raison, l'unique raison : c'est que les richesses produites ont été accaparées par le capital pour augmenter ses profits, détournées vers la spéculation, les fusions acquisitions, les concentrations capitalistes mondiales. Les capitalistes ont délocalisé les productions vers les pays « a bas coûts » allant exploiter au maximum les salariés dans le monde.

La solution existe pour réindustrialiser la France, créer des centaines de milliers d'emplois : rappelons ce que nous avons écrit (notre article du 3 février 2012) : il faut prendre les sommes indispensables sur les 950 milliards de richesses produites chaque année par les salariés pour investir dans la production, dans la recherche, l'innovation, la formation, pour augmenter les salaires. Les richesses sont produites par salariés, elles doivent leur revenir.

Pour engager une politique de développement industriel, de l'emploi, de progrès économique il faut s'attaquer au pouvoir des multinationales. Il faut leur reprendre les moyens de productions au capital.

Pour bloquer la politique de régression sociale du gouvernement socialistes il faut développer l'action tous ensemble, partout.

www.sitecommunistes.org